

Blanquer perd des points

20 MINUTES 17/05/19

Politique Le ministre de l'Éducation nationale n'a plus la cote

Bonne surprise du début du quinquennat Macron, Jean-Michel Blanquer s'est vite imposé comme une pièce maîtresse du gouvernement. Mais le ministre a perdu de sa superbe. « Il semblait être l'homme qui marchait sur l'eau, mais ce n'est plus une évidence », ironise Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-Unsa.

Cette perte d'aura était prévisible, selon Laurent Frajerman, chercheur au Centre d'histoire sociale de Paris-1 et à l'institut de recherches de la Fédération syndicale unitaire (FSU) : « Les ministres de l'Éducation connaissent toujours une première période heureuse : ils sont très exposés médiatiquement, ils identifient bien les problèmes à traiter. Mais les difficultés commencent quand ils passent au concret et doivent faire appliquer leurs réformes. »

Signes d'autoritarisme

Le projet de loi « Pour une école de la confiance », actuellement en discussion au Sénat, a cristallisé certaines crispations. « L'article premier, qui appelle les enseignants à l'exemplarité, donne l'impression que le ministère veut mieux les contrôler, ce qui n'est pas très adroit de sa part », estime Bruno Poucet, historien de l'éducation. L'article tombe d'autant plus mal que, sur les réseaux sociaux, certains enseignants se sont plaints d'avoir subi des pressions hiérarchiques quand ils ont refusé de soumettre leurs élèves aux évaluations en CP et CE1, ou quand ils ont critiqué ouvertement le projet de loi. « Ces mises en cause ont été



Jean-Michel Blanquer, en visite dans un collège, en mars 2019.

interprétées comme des signes d'autoritarisme », estime Stéphane Crochet.

Le rapprochement entre école et collège au sein d'établissements publics des savoirs fondamentaux (EPSF) a aussi suscité grèves et manifestations.

« On ne sait pas ce qui ressortira de ce projet de loi. La confiance est définitivement rompue avec les enseignants », affirme Stéphane Crochet. Que le ministre soit monté au front pour dénoncer les « bobards » colportés sur sa loi a mis de l'huile sur le feu.

Après un round d'observation plutôt pacifique avec les syndicats d'enseignants, les relations se sont donc tendues ces derniers mois. « Nous découvrons parfois certaines mesures lors des interventions médiatiques du ministre, sans

qu'il nous ait consultés auparavant », explique Stéphane Crochet. Le ministre est aussi taxé d'être déconnecté du terrain : « Il a souvent annoncé des mesures cosmétiques, qui n'ont pas plu. En revanche, sur des sujets sur lesquels il est attendu, il demeure absent », relève Laurent Frajerman.

Reste à savoir si cette mauvaise passe va durer. « La contestation de son action n'est pas généralisée, souligne Marc Vannesson, délégué général du think tank Vers le haut, qui se dit non-partisan. Un ministre de l'Éducation doit commencer à s'inquiéter quand les jeunes descendent dans la rue. Pour l'instant, la mobilisation des jeunes a été assez limitée depuis le début du quinquennat. » **Delphine Bancaud**